

Bulletin n°14 • Mars 2008

———— SOMMAIRE ————

Avant propos Mots, images, sondages, stress et indice de bonheur de vivre	Raymond Césaire	2
Réflexions sur le temps passé et présent Mali . L'action du Souvenir français. Le musée militaire de Tombouctou Côte d'Ivoire : une situation en voie d'amélioration ? Licorne et l'action humanitaire de la France Tchad : un succès contesté de la Françafrique Comores, une île trop loin, trop près : Mayotte Réalité africaine ? Les nouveaux secrétaires d'Etat	Martine Cuttier Christian de la Rochère Lieutenant Ferragu Paul Blanc Serge Jacquemond Christian Lambert Raymond Césaire	3
Lu dans la presse et dans les revues Dumbea sur mer. Nouvelle Calédonie Palinodies en Polynésie française		20
Vu au cinéma Le cinéma africain à l'honneur et à la peine "La graine et le mulet" d'Abdellatif Kelchiche, trois Césars 2008 "Algérie, histoires à ne pas dire" de Jean Pierre Lledo	Georges Sanner Raymond Césaire Bernard Laffitte	21
Lu chez le libraire Dictionnaire de la France coloniale Trésors de l'iconographie du Sénégal colonial Retour à Dori (Burkina Faso) Laos, la guerre oubliée : Cyril Payen (Laffont) Supercherie coloniale (Ed Mémoires d'Hommes)	Raymond Césaire Roland Priam Alain Deschamps Serge Jacquemond Serge Jacquemond	23
Expositions, colloques et rencontres Musée du Quai Branly :"Au nord de Sumatra, les Batak", "Ivoires d'Afrique" et "Planète métisse" Présentation de "La Force Noire" aux jeunes des banlieues	Raymond Césaire Raymond Césaire	26
Institutions et associations amies . : Académie des Sciences d'Outre-Mer. CADE. ARRI. SAAA, I&M, ENFOM, Institut du Pacifique, Culture et Solidarité.		28
Carnet d'AROM : Décès de Pierre Angéli et Jean-Pierre Henne. Réseau Aminter. Assemblée générale du 26 mars 2008. Fonds documentaire.		31

AVANT PROPOS



Mots, images, sondages, stress et indice de bonheur de vivre

"Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde" disait Camus. Les gens de sa génération, lorsqu'ils ont survécu, auraient quelque raison de se plaindre. Le langage, même sans parler des SMS, se réduit de plus en plus à une série de signes codés, de formules absconces qui permettent de se reconnaître, de marquer son appartenance, son rang ou son territoire, mais rarement d'exprimer une idée claire ou une nuance susceptible d'être "entendue", c'est-à-dire comprise de l'autre.

L'ère de la communication à tout va dans laquelle nous sommes entrés, nous assène de plus en plus le poids de mots qui ne veulent rien dire ou le choc d'images dont le message doit essentiellement susciter l'émotion. Dans cet exercice, les campagnes de presse et les manifestations dispendieuses le disputent aux faits divers sordides dont l'étalage devient notre quotidien. Nos politiques, avec leur souci constant d'être vus, de répondre immédiatement sur tous les sujets, sont devenus les maîtres de ce nouvel art, celui de communiquer, lorsqu'ils n'en sont pas les victimes. Les résultats éditoriaux obtenus sont spectaculaires au sens propre du terme, puisque les livres sur les personnages du moment, ou leurs aventures, ne se sont jamais aussi bien vendus. S'ils ne contribuent pas encore à renflouer les caisses de l'Etat, du moins allègent-ils la trésorerie des éditeurs qui peuvent ainsi vendre à perte des livres plus sérieux.

Mais toute cette agitation et le sentiment d'insécurité que, sous prétexte de protection, on nous fait partager, ne vont pas sans provoquer chez nos concitoyens un stress qui fait la fortune des psychologues et nous place en tête dans la consommation des psychotropes. Le battage médiatique auquel il se trouve soumis finit également par saturer l'électeur, comme s'il comprenait de moins en moins, et ce quels que soient les partis, ceux qui le représentent. Ceci tendrait à expliquer pourquoi un président à qui une si forte confiance a été accordée, se retrouve, un an après son élection, au plus bas dans les sondages.

De grands psychologues et économistes tentent de définir depuis des années un indice de bonheur de vivre. Les premiers résultats indiquent que la France, qui aurait beaucoup plus de raisons que d'autres d'être heureuse, se trouve, en fait, très mal classée. Sans doute nos dirigeants devraient-ils se préoccuper davantage de cet indice qui place le Bouthan, comme certains autres pays situés en dehors de l'agitation du monde, en tête de classement.

Raymond Césaire

Mali. L'action du Souvenir français. Le musée militaire de Tombouctou

Martine Cuttier

Le Chef de l'Etat malien, Amadou Toumani Touré, dit ATT, ancien Militaire parvenu une première fois au pouvoir par les armes en 1991, mais qui a su en son temps le céder pour y revenir par les urnes ne renie pas le passé colonial de son pays et, à l'occasion du centenaire de la fondation de la ville de Bamako, il a su faire revenir en son palais de Koulouba, les portraits, statues, bustes et souvenirs de ceux qui ont conquis et dirigé ce pays jusqu'à son indépendance en 1960. Martine Cuttier, historienne et membre du Conseil d'administration d'AROM, qui rentre de ce pays qui lui est cher, nous fait le point des avancées réalisées par le Souvenir français au Mali et l'aménagement du Musée militaire de Tombouctou. Elle a enfin également retrouvé le buste d'Archinard à qui elle a consacré un ouvrage qui avait été analysé dans le bulletin n°11 AROM de mars 2007.

L'action du Souvenir français, au Mali

Si le Souvenir français existe en France depuis 1887, il n'est présent au Mali que depuis les années 1990 et, lorsque Maître Dongar, le premier délégué général, est décédé à la fin de ces mêmes années, il a fallu attendre le 1er septembre 2006 pour lui trouver un remplaçant. Entre

temps, l'attaché de défense à l'ambassade de France en faisait office.

La nomination du deuxièdélégué général, Sébastien Philippe, s'est faite dans le contexte de la commémoration du centepalais naire du Koulouba, qui est le lieu du pouvoir central, à Bamako. Cette célébration s'est déroulée, en mai 2005, à l'initiative du président de la République malienne, Amadou Toumani Touré qui a invité Jacques de Trentinian, le petit fils du général de Trentinian, devenu gouverneur de la colonie du Soudan français, en 1895 et à l'origine du choix des hauteurs

de Koulouba pour installer la nouvelle résidence du gouverneur. Etant donné l'extension du territoire de la colonie à l'est, vers Tombouctou, occupé en 1894, et au nord en direction du Sahara, la capitale de Kayes était bien trop à l'ouest alors que Bamako, occupé en 1883, avait une position beaucoup plus centrale.

Un buste du gouverneur de Trentinian fut alors inauguré

dont une partie fut financée par le Souvenir français. Or, à ce moment là, il n'y avait plus de délégué, au Mali. Sur la suggestion de Jacques de Trentinian et après enquête de moralité par l'ambassade de France, le général de Percin, président national du Souvenir français, s'est rallié au choix de ce dynamique architecte d'une trentaine d'années.

En vertu des prérogatives du Souvenir français, il lui revient de faire l'inventaire des cimetières et des lieux de la mémoire française, au Mali. Ses débuts furent difficiles car hormis quelques archives au service historique de la défense (SHD), à Vincennes et



Amadou Toumani Touré, Président du Mali

quelques indications éparses, il manque totalement d'informations y compris du côté malien. Il est parfois parvenu à des recoupements avec l'Etat-civil. Toujours est-il qu'à ce jour, il a répertorié 53 sites tout en sachant qu'il y en a d'autres et que plusieurs milliers de tombes françaises sont dispersées sur le territoire malien puisque, sauf exception, les corps des morts n'étaient pas rapatriés. Ces sites correspondent à la carte des chefs-lieux des cercles administratifs et des postes militaires. Et comment repérer ceux qui sont morts le long de la ligne de chemin de fer lors des travaux entre Kayes et Bamako ? Ainsi, Kayes compte environ 600 tombes et, Kita, qui fut le premier fort construit par les Français, en 1880, en rassemble

aussi plusieurs centaines. A Bamako, les tombes des Français côtoient celles des tirailleurs et des spahis recrutés localement. C'est un cas rare car, en général, les sépultures des soldats réguliers "indigènes" étaient dans le carré militaire du cimetière musulman. A ce jour, le travail d'inventaire est bien avancé et des sites sont réhabilités. Le premier d'entre eux est celui de Tombouctou. Il a profité de l'étroite collabo-

ration et du financement conjoint du Consul de France qui dispose d'un budget pour les tombes des civils et de l'attaché de défense dont relèvent les tombes militaires. Un autre exemple est celui du cimetière de Ségou dit "cimetière de la conquête", réhabilité en 2007.

Ce travail d'inventaire et de réhabilitation s'effectue en lien avec les services de l'ambassadeur de France au Mali, qui supervise lui-même et avec ceux de la direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) du ministère de la Défense, à Paris. En 2006, cette dernière ne disposait que d'un vieux fichier pour Tombouctou. Devant l'ampleur du repérage effectué par Sébastien Philippe et face à la dispersion, la DMPA propose des regroupements de tombes. Elle suggère de rassembler le contenu de toutes les tombes du Mali à Kati, situé à quelques kilomètres de Bamako et qui est resté une ville de garnison. Afin de réfléchir à ce projet, l'attaché de défense a constitué un petit comité composé du consul général, du délégué général, du commissaire de police française avant d'approcher les autorités maliennes et l'Eglise catholique, au Mali.

La dynamique initiée par le nouveau délégué général a porté ses fruits dans la mesure où les Français présents au Mali marquent un réel intérêt pour cette trace de leur histoire ; ils diffusent l'information au sein la communauté

> nationale et n'hésitent pas, en retour, à informer le délégué lorsqu'ils apprennent la présence d'une sépulture. L'autre aspect du rôle du Souvenir français est de transmettre la mémoire de l'histoire nationale. A cet effet, le délégué est présent, et c'est une nouveauté, aux cérémonies commémoratives du 14 juillet, du 11 novembre et du 8 mai. Des cérémonies auxquelles les

anciens combattants maliens de l'armée française sont

sont des bi-nationaux et cette histoire est doublement la



Le musée militaire de Tombouctou, au Mali

leur.■

Depuis une vingtaine d'années, la région Rhône-Alpes est partenaire de la ville de Tombouctou. A ce titre, elle finance l'association Ecoles du Sahara, une ONG impliquée dans le tourisme et la construction de campements touristiques ainsi que l'antenne locale de Handicap inter-

En 2003, l'association Mémoire d'Afrique est créée. Sa

première action porte sur la réhabilitation du cimetière de Tombouctou. L'association contacte la Région Rhône-Alpes afin d'obtenir une subvention pour son entretien. Les membres de l'association dont l'un des fondateurs est Sébastien Philippe ont l'idée d'aménager l'entrée en édifiant un petit hall où serait retracée l'histoire des militaires enterrés là. Cette idée est le point de départ du



musée historique de Tombouctou, une sorte d'Historial.

Il se compose de deux salles placées de part et d'autre de l'entrée du cimetière qui se

trouve dans l'axe. L'architecture est d'inspiration soudanaise et les matériaux sont locaux avec l'utilisation de l'alhor, un calcaire local et du banco.

Quant au contenu, il évoque l'histoire de Tombouctou des

origines à nos jours, et, c'est la volonté des concepteurs sans à priori ni jugement partisan. Dix huit panneaux retracent chronologiquement les origines, les trois empires, les premiers explorateurs, la conquête militaire européenne, la "pacification" et la Tombouctou contemporaine jusqu'à son inscription au patrimoine mondial, en 1988. Bien qu'il porte le nom de Musée Arsène Klobb, il n'est pas un musée colonial. Un nom donné car le colonel Klobb est l'officier le plus gradé reposant là et parce que, dans son carnet de route, il disait souhaiter être enterré sur cette terre lointaine. L'histoire de la ville est illustrée par des mannequins de taille réelle disposés dans des vitrines comme celle montrant trois soldats: un guerrier touareg, un tirailleur soudanais et un officier français. Une vitrine centrale présente l'entrée de la colonne Bonnier à Tombouctou, le 10 janvier 1894,

par des personnages en réduction fidèlement reproduits dans les moindres détails par Cheik Sissoko, un véritable artiste du costume.

L'inauguration est très récente, elle date du 30 janvier 2008. Et à côté des autorités locales figuraient des anciens combattants. Ils étaient honorés ce jour là surtout parce qu'ils incarnent le retour à la paix, une Pax inscrite sur un petit monument placé entre le musée et le cimetière. Une paix permise par leur sacrifice, un sacrifice suprême dans le cas des morts dont Klobb qui a perdu la vie en voulant préserver les populations de la fureur meurtrière des capitaines Voulet et Chanoine.

Il reste à inscrire la visite du musée dans les circuits touristiques et, pour cela, à sensibiliser les guides mais aussi à en faire un support pédagogique pour les enseignants.



Musée Arsène Khobb de Tombouctou

Mémoire d'Afrique

Une association de protection, de conservation, de valorisation et de recherche du patrimoine afro colonial s'est constituée au Mali avec un triple objectif :

- Actions d'identification, de conservation et de valorisation d'éléments meubles et immeubles (au sens juridique) se rapportant à l'époque coloniale.
- Des actions de soutiens aux chercheurs africains et européens à la recherche historique et/ou universitaire sur des thèmes particuliers
- Des actions d'aides aux projets générant une « valeur ajoutée économique » auprès d'opérateurs touristiques, éditeurs et imprimeurs, cinéastes et documentaristes, fabricants d'objets, organismes d'actions culturelles ou de développements.

Coordonnées de l'Association Mémoire d'Afrique : Sébastien Philippe BP E 2470 Bamako Mali.

(Martine Cuttier, Les 3 Moulins, 31540 St FELIX LAURAGAIS. Tel/fax 05 61 83 40 41 courriel : pcuttier@club-internet.fr)

Côte d'Ivoire : une situation en voie d'amélioration

Christian de la Rochère

La Côte d'Ivoire, auprès de laquelle la France s'est toujours trouvée lourdement engagée, soulève à nouveau des divergences d'appréciation et des polémiques. La vie politique, qui n'avait jamais cessé, reprend plus ouvertement comme si, après une période d'accablement et à la faveur d'une conjoncture économique meilleure, les Ivoiriens se remettaient à espérer. AROM qui avait déjà publié un article sur la Côte d'Ivoire dans son bulletin n° 9 de juin 2006, a demandé à l'un de ses membres, qui a été Ambassadeur à Abidjan de 1993 à 1998, de nous faire le point de la situation Une seconde partie offre le témoignage d'un acteur de terrain, celui du Lieutenant Ferragu, de la Force Licorne, présenté par le Général ((2S) Chavannes.

Depuis quelque temps déjà, le Côte d'Ivoire n'est plus à la une de l'actualité. L'embellie est sensible aussi bien sur le plan intérieur que dans le domaine économique ou dans celui des relations avec la France. L'examen de la situation n'autorise cependant pas un optimisme exagéré ni la disparition d'une impression de fragilité.

En apparence, la réconciliation entre le Président Gbgbo et Guillaume Soro, responsable de l'agression de septembre 2002 (qualifiée désormais de rébellion) et devenu premier Ministre semble tenir même si elle n'est pas dépourvue d'arrière-pensées. Cet accord au sommet n'a cependant pas été suffisant pour permettre ni à la fin de 2007 ni à la fin de juin 2008 d'organiser des élections "libres et transparentes" dont la date vient encore d'être reportée de quelques mois. Il est vrai que les difficultés techniques (identification des électeurs, établissement des listes électorales) sont réelles, mais l'on ne sent pas non plus une volonté farouche d'aboutir rapidement. A cela

s'ajoute que les auteurs de l'attentat dont Soro a été la cible le 29 juin dernier n'ont pas été identifiés et cette affaire pourrait être liée aux tensions existant au sein des Forces Nouvelles stationnées dans le nord du pays.

Le calme régnant en Côte d'Ivoire est en grande partie l'œuvre du Président Compaoré qui a réussi la médiation entreprise à la Conférence de Ouagadougou où toutes les parties ont été réunies et qui a abouti à la signature le 4 mars 2007 d'un accord entre le Président Gbagbo et Guillaume SORO visant à organiser un processus de transition devant se terminer par des élections incontestables.

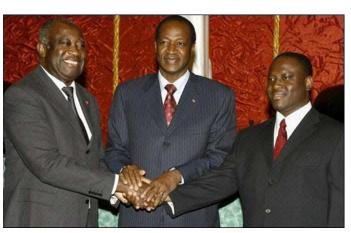
Ce succès burkinabé conforte l'idée selon laquelle le voisin du nord est depuis le début l'un sinon l'acteur majeur de la crise. C'est par ailleurs grâce au Président Compaoré que le Président Gbagbo a admis le principe de l'éligibilité de son compatriote Alassane Ouattara.

Ceci dit, la situation intérieure est loin d'être entièrement clarifiée. Que sont devenus par exemple les "patriotes" ? Ces voyous sont-ils simplement, leur "devoir" accompli, rentrés dans leurs foyers ou ont-ils été, comme on le dit, incorporés dans l'armée nationale ? Auquel cas, serait accrue la dangerosité de l'armée sans amélioration de sa

valeur militaire.

D'autre part qu'est devenu le "vieux et glorieux parti d'Houphouët Boigny, le PDCI dont le noyau central, le pays Akan, représente toujours plus du tiers (38%) du pays et de sa population?

Il faut ajouter que l'amélioration de la situation économique et financière contribue à la détente constatée dans le pays. Deux éléments doivent



Laurent Gbagbo, Blaise Compaore, Guillaume Soro

être particulièrement soulignés. En premier lieu, Abidjan a réussi à signer en avril 2007 un accord avec la Banque Mondiale qui a accepté d'octroyer un prêt à l'Etat ivoirien en pariant sur le remboursement anticipé des arriérés à



Alassane Ouattara

partir du mois de juillet 2007. Il n'est pas impossible qu'elle y parvienne compte tenu du fait - majeur - que les ressources provenant du café et du cacao (dont la gestion est tout sauf limpide) sont désormais dépassées par celles générées par la production pétrolière.

On doit également noter que les relations avec la France se sont considérablement apaisées depuis les évènements drama-

tiques (bombardement de Licorne, émeutes antifrançaises) de novembre 2006.

Dans le domaine économique, on constate que le Côte d'Ivoire conserve toujours son rang de ler partenaire commercial de la France en zone franc (4è en Afrique Subsaharienne) même si, grâce aux achats de pétrole brut la balance bilatérale est très en faveur de la Côte d'Ivoire. La France d'autre part conserve sa place de premier inves-

tisseur étranger avec cependant une présence moins marquée dans les deux activités majeures que sont le pétrole et le cacao. Les entreprises françaises sont presque aussi nombreuses qu'avant la crise. On dénombrait en 2007,

143 filiales (147 en 2003) de groupes français qui employaient près de 40.000 personnes et 400 PME de droit local (une centaine de moins qu'en 2003). Bien qu'évoluant dans un environnement dégradé (paupérisation, dégradation des infrastructures, insécurité juridique...) les entreprises françaises représentent environ 30% du PIB du pays et près de 50% des recettes de l'Etat.



Henri Konan Bédié

L'amélioration de l'atmosphère et de la situation politique est donc tout à fait sensible. Elle devra cependant être confirmée par des élections présidentielles et législatives transparentes comme le souhaitent tous les acteurs, y compris la communauté internationale, qui devront se tenir dans un délai raisonnable. C'est la seule sortie de crise qui permette un retour à la normale et une reprise d'une vie économique dynamique.

République de Côte d'Ivoire

322.463 Km2 18 ,1 M hts

Capitale: Yamoussoukro:

300.000 hts

Principales villes: Abidjan: 2,8M hts

Bouaké : 462.000 hts Daloa : 173.000

Croissance démographique: 3,4 Espérance de vie : 46 ans Taux d'alphabétisation : 48,7%

Islam:38,6 % Christianisme : 35,8 % Animisme :11 %

Sans religion: 16,7% PIB/ht s: 866 dollars Taux de croissance: 1,8 %

Primaire: 23 %, Sec : 23%, Ter:54% Principaux clients: France 18 %

US 14 % Pays Bas 11% Nigeria 8 %

Principaux fournisseurs:

France:27,7%

Nigeria: 24 % Chine (cnd)

Exportations françaises: 555 Me Importations françaises: 538 Me Français en RCI: environ 10.000 dont 60 de % de binationaux

Ivoiriens en France: 31.785

Licorne et l'action humanitaire de la France

Lieutenant Ferragu

Venant de milieux ne rêvant que d'un repli frileux sur l'hexagone fermé, il devient courant d'entendre ou de lire que nos anciennes colonies, devenues Etats indépendants, se détachent progressivement de nous. Aussi paraît-il bon de maintenir grandes ouvertes les pages de notre revue aux Français qui continuent à servir Outremer et à l'étranger, notamment à ceux qui œuvrent en vue de prévenir les crises, de stabiliser les situations hasardeuses et de maintenir la paix dans le monde. Aux missions de défense proprement dites qui incombent à nos forces extérieures, qu'elles soient de souveraineté ou temporairement projetées, qu'elles opèrent en vertu d'accords bilatéraux ou dans un cadre international, s'ajoutent ainsi naturellement à cet effet, celles de service public et d'aide aux populations.

Sur le terrain, il est intéressant de redécouvrir que cette aide se traduit, comme si souvent autrefois en Afrique et en Asie, par la simple application de bonnes relations humaines.

A titre d'exemple, nous livrons ci-après, la relation d'une journée vécue fin 2007 par le Lieutenant Ferragu et son peloton de l'Escadron d'Eclairage et d'Investigation n°9, détaché auprès du 1er RIMA en Côte d'Ivoire.

L'Escadron d'Eclairage et d'Investigation n°9 est déployé depuis septembre 2006 en République de Côte d'Ivoire au sein du Groupement Tactique Inter Arme n°2. Basé à

Daloa 3ème ville du pays, sa zone de responsabilité couvre la zone sous contrôle gouvernemental, la zone de confiance et la zone rebelle entre le Bandama Rouge et Bandama Blanc. Il a pour mission principale de soutenir les forces de l'ONU déployées en Côte d'Ivoire (ONUCI) dans le cadre du maintien de la paix et de favoriser la

mise en place des prochaines élections.

Nous sommes le 16 novembre 2006, et nous effectuons des patrouilles (que nous appelons nomado) en peloton isolé sur l'axe entre Kounahiri et Sguela au centre du

pays. Nous venons de nous recueillir sur la stèle de deux de nos camarades tués sur les rives du lac Kossou, et nous nous apprêtons à établir notre bivouac dans un des petits villages qui bordent le lac. Agréablement surpris par notre arrivée dans leur village, les habitants nous accueillent joyeusement, et les enfants nous entourent pour nous escorter jusqu'au centre du village. Nous prenons contact avec les autorités locales : les deux chefs (un pour chaque

communauté), directeur de l'école, président des jeunes et l'imam du village. L'occasion d'organiser une réunion villageoise, tous assis en cercle autour du chef du village qui m'a installé à ses côtés. Ils expriment tous la joie sincère qu'ils de nous accueillir sur leur terre et nous exposent sans fausse pudeur les pro-

blèmes et difficultés auxquels ils sont confrontés. Ils savent que nous pouvons leur apporter une aide concrète comme l'installation d'une pompe à eau ou bien la livraison de fournitures pour l'école et nous considèrent comme les garants de leur sécurité. Chacun prend la parole tour à

tour et exposent la situation des différentes ethnies composant le village. Au fil des discussions, décision est prise afin de renforcer notre amitié réciproque, d'organiser un match de football suivi d'un goûter avec les enfants. Le match s'annonce serré et tout le village y assiste supportant son équipe en les encourageant bruyamment. Pendant ce temps, deux marsouins sont partis avec la caisse à outils réparer l'une des deux pompes à eau qui ne fonctionnent plus.

Le match terminé, nous faisons les habituelles photos d'équipes et nous nous congratulons mutuellement. Les enfants déjà sur place se rassemblent au milieu du terrain entraînés par le directeur de l'école et les instituteurs. Nous nous asseyons tous et nous distribuons des gâteaux aux enfants. Nous passons une heure ensemble à déguster les gâteaux au milieu des rires et des cris de joie des enfants. Les deux marsouins m'avertissent que la pompe est réparée et que les consignes d'entretien ont été transmises à l'un des adjoints du chef du village. La nuit ne va plus tarder à tomber et nous quittons le terrain de football accompagnés par les chefs du village en direction de notre bivouac au rythme des chants des enfants.

Les chefs nous embrassent chaleureusement en nous assurant que nous serons toujours les bienvenus. Nous les saluons et nous donnons aux deux chefs tout l'excédent de nourriture que nous avons dans notre camion d'allègement afin qu'ils le distribuent au mieux en fonction des besoins. Puis nous nous disons adieu car demain nous

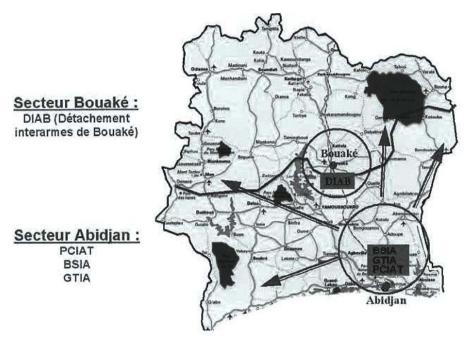
La « Force Licorne » est arrivée en Cote d'Ivoire dès 2002 pour tenter de résoudre la crise ivoirienne en vertu des accords de défense et en liaison avec la CEAEO. Dès que l'opération de maintien de la paix des Nations Unies a pu être montée, elle est venue en appui de l'ONUCI crée par résolution n° 1528 du Conseil de Sécurité de févier 2004 et qui a fait l'objet depuis d'une vingtaine de résolutions complémentaires. Forte au départ de 3.500 hommes « Licorne » a vu ses effectifs être ramenés à 2.400 puis, aujourd'hui 1.800 hommes, tandis que le effectifs de l'ONUCI d'environ 8.000 hommes de 42 nationalités dont 732 marocains est à peu près stabilisée, mais diversifie ses missions "Licorne" et l'ONUCI sont désignées en Côte d'Ivoire sous le nom de "forces impartiale".

Le coût annuel de "Licorne" est estimé pour la France à 200 millions d'euros.

repartirons à l'aube, reprendre nos patrouilles un peu plus au sud.

Durant la totalité du mandat de l'Escadron en Côte d'Ivoire, tous les pelotons qui ont patrouillé à travers la zone durant plus de quatre mois ont pu témoigner du même accueil dans chacun des petits villages perdus au cœur de la brousse africaine. Ces nombreuses prises de contact nous ont permis d'apaiser les peurs de la population et d'assurer leur sécurité dans un pays où règnent l'incertitude et le découragement.

Déploiement de Licorne au 1er mars 2008



Tchad : un succès contesté de la Françafrique

Paul Blanc

Le Tchad, indépendant en 1960 et qui a connu depuis beaucoup de crises, nous a offert au cours des derniers mois un belle illustration des difficultés que peut subir un pays africain dans le maintien de son unité nationale, ses relations avec ses voisins, ses rapports avec l'ancienne puissance coloniale et la communauté internationale en général. Difficile de s'y retrouver face à la médiatisation dont ses problèmes ont fait l'objet. Ancien Ambassadeur ayant servi au Tchad au début de sa carrière diplomatique, Paul Blanc, qui est aussi Vice Président d'AROM, nous propose quelques clefs.

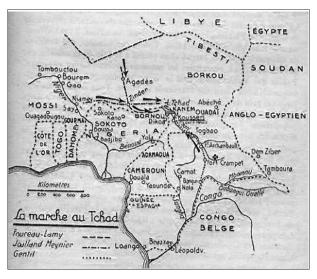
Un territoire enclavé, dernière conquête militaire de l'Empire colonial français

Dans l'exploration de l'Afrique puis son partage en zones d'influence entre les grandes puissances et leurs alliés qui ont marqué la fin du XIX ième siècle (Acte de Berlin de 1885, accord franco-anglais de 1890), le Tchad est resté longtemps le territoire le plus mal connu. Il était aux mains d'un certain nombre "d'empires

noirs" s'efforçant de contrôler ou de soumettre des populations, qui allant du Niger au haut Nil, se livraient à tous les commerces dont celui des esclaves.

En France, à partir de 1890, avec le "Comité de l'Afrique française" et les Sociétés de géographie, se développait le rêve d'un Empire colonial. Ces associations, soutenues par des politiques, des militaires, des savants, des commerçants et même des missionnaires virent l'intérêt géostratégique de ce territoire lointain. Vers lui pouvaient converger les colonnes qui à travers le Sahara au nord, le Soudan français à l'ouest et l'Oubangui au sud allaient offrir à la France un Empire africain à sa mesure.

La voie ouverte au sud par de Brazza paraissait la plus avancée mais, avec le massacre de la mission Crampel en1891, le rêve faillit tourner court. C'était cependant sans compter sur la ténacité de ces explorateurs comme Gentil, tentant par voie fluviale avec leurs curieux bateaux à vapeur, ce qu'ils n'avaient pas réussi par les pistes.



Après bien des difficultés, il fallut prés de dix ans pour que les trois colonnes venant du nord (Foureau- Lamy), de l'ouest (Joalland-Meyner rescapés de la mission Voulet -Chanoine) et du sud (Gentil) finissent par vaincre, à la bataille Kousséri la redoutable armée de Rabah. Le "Sultan noir" y trouva la mort même que Lamy Commandant qui devait donner son nom à la capitale du Tchad, aujourd'hui N'Djamena.

La conquête du Tchad restera marquée par ces épisodes puisque le pays sera maintenu sous administration militaire jusqu'en 1910. Quant aux frontières, à la suite de la mission Marchand et de "l'affaire de Fachoda", la limite orientale des possessions françaises fut fixée par la ligne de partage des eaux du bassin du Congo pour la France et par celles du Nil pour l'Angleterre. La France gardait le Banguirmi, le Kanem et le Ouadaï et l'Angleterre obtenait le Darfour qu'elle s'empressa de faire rattacher à ses possessions égyptiennes.

Un énorme territoire incontrôlé à la population clairsemée

Erigé en colonie en 1920 dans le cadre de la fédération de l'Afrique Equatoriale Française(AEF), le Tchad ne fit jamais l'objet d'une colonisation de peuplement. Très spécialisée selon ses aptitudes, sa population fut utilisée pour quelques uns à la construction du chemin de fer Congo Océan (CFCO) terminé en 1934, servit pour une part importante dans l'armée ou se consacra à l'élevage, à la

culture du coton ou au commerce.

En 1936, une partie nord du Tchad (la bande d'Aouzou) fut cédée par le Gouvernement de Laval à Mussolini. C'est cet accord, qui ne fut heureusement jamais ratifié, qui fut utilisé plus tard par le colonel Kadhafi comme prétexte à ses interventions.

A l'initiative du Gouverneur Félix Eboué, nommé un peu plus tard gouverneur général de l'AEF, le Tchad fut le premier territoire à se rallier en 1940 à la France libre. Il allait ainsi servir de couloir aux colonnes de Leclerc pour prendre part à la campagne de Libye.

En 1946, le Parti Populaire Tchadien (PPT) fut créé par un enseignant chrétien du sud, François Tombalbaye qui remporta en 1956 les premières élections organisées dans le cadre de la loi Deferre permettant de créer des Conseils de gouvernement. En 1959 ce statut fut remplacé par celui d'autonomie interne puis d'indépendance acquise le 11 août 1960.

L'administration coloniale avait pu maintenir une certaine unité de façade du pays en s'appuyant tantôt sur le sud chrétien ou animiste, engagé dans l'économie de marché et prêt à adopter la culture française, tantôt, lorsque ce sud a pris la tête de mouvements nationalistes, sur les chefs musulmans arabophones du centre et de l'est, jugés

moins dangereux parce que conservateurs. La vaste zone du nord était confiée à une administration militaire familière du désert et de ses hommes.

Un pays ethniquement morcelé difficile à gouverner.

La politique autoritaire et maladroite de François Tombalbaye, notamment avec le centre islamisé, a provoqué en 1966 la formation par Ibrahim Abatcha du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) dont les actions militaires se rapprochaient assez de la capitale pour que le Président demande à la France d'appliquer l'échange de lettres confidentiel par lequel l'ancien colonisateur s'engageait à venir au secours du gouvernement tchadien si l'intégrité du territoire était menacée.

Le soutien militaire immédiat accordé par la France, non seulement écarta le danger, mais encore s'accompagna d'une reprise en mains de l'armée et de l'administration territoriale tchadiennes par deux équipes dirigées respectivement par un ancien gouverneur de la France d'Outremer et un général de brigade. L'intervention française qui laissa les traces d'une coopération généreuse, cessa en 1972.

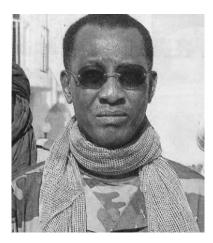
Après la chute et l'assassinat de François Tombalbaye en 1975, s'installa une longue période de troubles, de guerres intestines, de combats diplomatiques ou armés avec le colonel Khadafi. Après l'intermède du Général Malloum, également un sudiste, les « rebelles » Goukouni Wedeye et Hissein Habré se livrèrent à une lutte pour le pouvoir sans merci. Hissein Habré finit par l'emporter. Président en en 1982, l'"opération Manta", la plus importante action extérieure de la France depuis la guerre d'Algérie lui donna, en 1983/84, les moyens de contrer la première offensive libyenne sur N'Djamena et de négocier avec Khadafi le retrait de quelques sept mille soldats. En 1986, il reçut un nouvel appui décisif de la France avec "le système Epervier" qui lui permit de reconquérir le nord.

L'arrivée au pouvoir d' Idriss Deby et l'action de la France depuis

Après avoir joué un rôle déterminant dans la prise de pouvoir d'Hissein Habré en 1982, Idriss Deby se trouva écarté par celui-ci. Il prit donc ses distances à l'égard d'un homme intelligent mais de plus en plus autoritaire. Idriss Deby suivit à Paris de 1986 à1988 les cours de l'Ecole de l'Ecole Supérieure de guerre interarmées puis de l'IHEDN.

Après avoir fuit au Soudan en 1989, Idriss Deby se retrouva à la tête d'une nouvelle opposition armée, le Mouvement Patriotique du Salut. Chassant Hissein Habré, (dont l'importance des massacres a pu être exagérée), il prit à son tour le pouvoir à N'Djamena avec la promesse classique à l'é-





Idriss Deby Itno en combattant

tiser le pays en convoquant une Conférence Nationale souveraine. Il n'a que 38 ans, lorsqu'il est porté à la présidence d'Etat puis désigné Président lors de l'adoption de la nouvelle Nationale. En 1993 Conférence la Nationale 1e confirme dans ses

fonctions. Elu président pour la première fois à la suite des premières élections pluralistes en 1996, il sera constamment réélu ave plus de 60% des voix et pourra l'être indéfiniment puisque, à la suite d'une révision de la Constitution en 2005, le nombre des mandats qu'il peut remplir n'est plus limité.

Le Tchad reste un pays structurellement fragile. Appartenant à un sous groupe ethnique très minoritaire des zaghawwas, eux-mêmes beaucoup plus nombreux au Darfour qu'au Tchad, Idriis Deby n'a jamais pu avoir

qu'une gestion politique et clanique du pouvoir tout en donnant des satisfactions aux militaires qui l'accompagnaient. La crise du Darfour, commencée en 2003, et bien qu'il se soit refusé à s'engager aux côtés de ses frères, a rendu difficiles les bonnes relations qu'il avait autrefois avec Khartoum. Elle a par ailleurs obligé le Tchad à recevoir quelques 250.000 réfugiés.

L'arrivée à partir de 2004 d' importantes ressources pétrolières (170.000 b/j) bien que restant encadrées à hauteur de 70% par la Banque mondiale, est venue à la fois soulager l'effort de guerre tout en augmentant encore le poids de l'armée et attiser d'autres convoitises

Alors que le pays est sous poque de démocra-

du Conseil Charte

Bande d'Aozou LIBYE Zone occupée Niger par la Libye et les pro-Libyens entre 1983 et 1987 «Ligne rouge» (Forces françaises) Soudan <u>N'djamena</u> Nigeria TCHAD Cameroun Centrafrique

administré et manque de cadres formés, l'armée tchadienne, avec ses 60.000 hommes dont la plupart ne combattent pas mais sont armés et ses 200 généraux, pèse lourdement sur le budget et contribue à entretenir l'insécurité du pays.

Mis en place en 1986, le dispositif Epervier compte aujourd'hui 1250 militaires.

Il comprend

- -un état-major interarmées
- -un groupement tactique (un escadron blindé, une compagnie d'infanterie motorisée,une compagnie d'éclairage et d'appui, une unité de soutien logistique)
- un détachement de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT) (3 hélicoptères Puma);
- un groupement de l'armée de l'air (six appareils Mirage F1, un appareil de ravitaillement en vol C-135, trois appareils de transport C160)

Il est ponctuellement renforcé par un Atlantique II de la Marine Nationale

Le dispositif français est adossé à deux bases principales

- la plus importante, le camp Kossei non loin de l'aéroport de N'Djamena
- -Le camp Croci à Abéché

Les relations Deby avec les représentants de la France, qu'ils soient civils ou militaires, ont toujours été difficiles du fait de son tempérament, du poids de notre dispositif, de sa gestion méfiante du pouvoir, plus politique ou clanique que tournée vers les problèmes de développement.

Les différents accords signés avec Khartoum, que ce soit sous l'égide de l'Union Africaine (UA), de la Libye, à Syrte et à Tripoli ou, plus récemment, à Dakar la poignée de mains lors du Sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), n'ont généralement eu qu'une portée limitée du fait du refus de certaines des parties d'y adhérer. La situation fragile dans laquelle il se trouve personnellement explique pourquoi

le Président
Deby se soit
toujours montré
beaucoup plus
ouvert que le
P r é s i d e n t
Béchir aux initiatives de la
communauté
internationale,
que ce soit
l'opération
hybride de
l'U n i o n



Africaine (UA) et de l'ONU au Darfour (MINUAD) ou de l'Europe (EUFOR) au Tchad.

Les relations avec l'Union européenne

Compte tenu du poids des engagements qu'elle avait déjà et de la crise du Darfour, la France s'est toujours efforcée de faire participer l'Union Européenne au renforcement de la démocratie au Tchad. Un premier accord a été signé le 13 août 2007 en vue de faire participer un certain nombre de partis à la vie politique, de créer une Commission Nationale électorale indépendante et de procéder à un recensement en vue d'élections législatives qui devraient se tenir en 2009. Le moment pour signer cet accord était apparu d'autant plus favorable que le Président Déby ne se sentait pas menacé et que les 82 partis qui l'avaient signé paraissaient soucieux de réintégrer une vie politique normale, même si certains espéraient toujours une éviction par la force du régime.

L'offensive rebelle de février 2008 et ses conséquences.

Parties du Soudan à la fin janvier, les forces rebelles qui ont tenté de faire chuter Idriss Déby étaient fortes de 3 à 4000 hommes et de 300 pick-up. Elles étaient apparemment commandées par Timan Erdimi (RFC) et Mahamat Nouri(UFDD) les deux figures emblématiques de la rébellion armée. La France dont le "dispositif Epervier" les avait repérées a pu, sans intervenir directement, avertir le Président Déby et, en sanctuarisant l'aéroport, commencer à évacuer ses ressortissants. En quelques jours 1.439 passagers de 76 nationalités ont été évacués sur Libreville et 958 passagers de 37 nationalités directement sur Paris.

Bien que soutenu par l'Union Africaine et le Conseil de Sécurité, le Président Déby, qui avait déjà connu une alerte très chaude en 2006, a donné pendant vingt quatre heures l'impression de devoir balayé être cette fois par les rebelles et à livrer prêt dans son palais son ultime bataille. C'était cependant sans compter sur son sens tactique, courage son physique

l'appui du petit groupe qui l'entourait. Il savait en effet que, sauf à avoir des défections dans son propre camp, les rebelles n'avaient pas les moyens logistiques d'affronter les chars et les hélicoptères de l'armée tchadienne. Il ne les fit donc intervenir qu'au tout dernier moment, forçant les rebelles à se replier en ordre dispersé, sans être poursuivis non plus par une armée qui n'en avait pas ellemême les moyens. Comme toujours en pareil cas, la capitale s'est trouvée dévastée et pillée.

Les combats du début du mois de février 2008 ont provoqué un arrêt de la dynamique qui avait été amorcée avec l'Europe en vue d'un retour à la démocratie, d'autant qu'un certain nombre d'opposants qui assumaient des responsabilités dans le suivi de l'accord de 2007 ont été emprisonnés ou ont disparu. Il s'agit donc de faire prendre par le Président les mesures de confiance qui permettront de ramener tout le monde à la table de négociation.

EUFOR TCHAD / RCA a fait l'objet, après la résolution 1776 de septembre 2007 du Conseil de Sécurité, d'une décision prise en février 2008 dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense commune (PESD). C'est une force militaire de transition, comme il en a déjà existé en Bosnie. Elle devrait compter à terme 3.700 militaires de 16 pays dont 2.100 français alors que 22 pays participent à sa chaîne de commandement. Elle est destinée, parallèlement à la "Force hybride" mise en place par les Nations Unies au Darfour, à sécuriser les populations civiles, les camps de réfugiés et l'acheminement de l'aide le long de la frontière est du Tchad et de la RCA. Elle a reçu l'accord de ces deux pays ainsi que du Cameroun. Après avoir été interrompue en février, sa mise en place définitive est prévue pour mai.

Conclusion

Le Tchad a toujours joué dans les préoccupations géostratégiques de la France en Afrique un rôle on l'a vu important. Les menaces d'Al Qaïda ou d'autres mouvements islamistes intégristes, de même que les difficultés suscitées par la Libye puis Khartoum aux règlements des problèmes du Darfour ou du Tchad le confirment. Trouver un terrain d'entente avec Khartoum reste aujourd'hui pour le Tchad une nécessité que la France soutient.



Tchad: l'évacuation de ressortissants étrangers

(MINUAD) Mission hybride des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour

Acceptée non sans mal par le Soudan après des mois de tergiversations, cette mission a été créée par la résolution 1769 de juillet 2007 du Conseil de Sécurité dans le cadre du chapitre VII de la charte des NU. Prévue avec 20.000 militaires et 6.000 policiers accompagnés de nombreux civils de différentes institutions et agences, elle ser la plus importante mission jamais déployée par les Nations Unies. Elle a pour mandat de faciliter la mise en œuvre de l'accord de paix de Syrte sur le Darfour et des négociations qui se poursuivent, d'assister les réfugiés et de permettre le retour des populations dans des zones sécurisées où elles pourront bénéficier de l'assistance humanitaire, civile, sociale et économique des Nations Unies.

Que parmi un défilé de personnalités, M Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie et M Kouchner se soient rendus immédiatement auprès du Président Déby pour essayer de trouver une sortie politique et démocratique a montré toute la gravité avec laquelle cette crise a été ressentie. Le passage du Président de la République le 27 février à N'Djamena a bien illustré quant à lui la nature de l'enjeu et le fait qu' il ne s'agissait plus seulement, comme on l'a dit, de "sauver le soldat Déby".

Bien que la France reste obligatoirement la "Nation pilote", le relais pris par l'Europe dans les relations avec le Tchad est le bienvenu. EUFOR devrait être une expérience utile pour éviter que sombrent dans la violence un certain nombre de zones aux confins du Tchad et de la RCA où nos ONG pourront continuer à secourir la misère

dans des conditions moins périlleuses que celles qu'elles ont connues jusqu'ici. Ainsi pourra être poursuivie l'œuvre de pionniers qui, comme de Brazza il y a un siècle, croyaient à la fraternité des hommes

Finalement, aura été également tournée la désastreuse page de l'Arche de Zoë, type même d'avatar que, dans le passé, la "Françafrique" a souvent permis de surmonter.



Une île trop loin, trop près : Mayotte

Serge Jacquemond

Parmi les "confettis de l'Empire" - ce qui reste de l'ancien empire colonial de la France,- Mayotte occupe une place de choix. A plus de 10.000kms de Paris cette Collectivité territoriale française est, par contre, toute proche d'un état indépendant depuis 1975, l'Union des Comores, capitale Moroni, 1.862km2, 700.000habitants. Cet état fédéral est compose de trois îles : Grande Comore, Anjouan, Mohéli de l'archipel des Comores, la quatrième dudit archipel, Mayotte (375 km2 187000 hab.), étant restée française de par la volonté des citoyens du cru.

Depuis leur indépendance dans l'Union, les trois du Nord et l'Union africaine considèrent la malheureuse Mayotte comme un terre africaine occupée par une puissance étrangère et l'ONU, de longues années durant, a demandé à son Assemblée générale de se pencher sur ce problème existentiel ...

L'actualité vient de frapper à la porte de la lointaine Mayotte, si proche de ses sœurs géographiques, Anjouan (424 km2) en particulier, Anjouan d'où affluent régulièrement les candidats à l'immigration vers l'île française, son niveau de vie, ses prestations sociales. La population de Mayotte s'est ainsi accrue de 26.000 habitants en 5 ans disent les statistiques officielles, (auxquels il convient sans doute d'ajouter les 80% de clandestins estimés il y a peu).

La maternité de Mamoudzou serait la "plus productive de France" !... car beaucoup de dames Comoriennes viennent y mettre au monde leurs enfants qui pourront être Français de droit. Cette situation qui rappelle celle de la Guyanne) risque de poser problème à la longue, mais quand un ancien Ministre de l'Outre Mer, Francois Baroin a évoqué l'idée d'envisager de commencer à étudier la possibilité de modifier un peu au-delà des océans la législation française, la conception "hexagonale" du "droit du sol", il a vite compri, devant l'indignation des constitutionalistes, combien il se heurterait à un "tabou", de type hexagonal lui aussi.

L'actualité c'était, depuis 2001, le bras de fer opposant le colonel Mohamed Bacar (qui avait pris le pouvoir par un coup d'état à Anjouan), au président de l'Union, Ahmed

Abdallah Sambi. Après de multiples négociations, pressions (africaines et internationales), préparatifs et rodomontades, le grand jour a fini par arriver. Le 25 mars 2008 une opération amphibie des forces armées fédérales, aidées de contingents de l'Union Africaine et de la France (qui, plus discrètement, avait assuré les transports depuis Dar-Es-Salam), débarque sur la grande plage d'Anjouan, et se rend très rapidement maîtresse de la situation à la grande joie de la population excédée par les exactions trop prolongées du colonel. Ce dernier, en





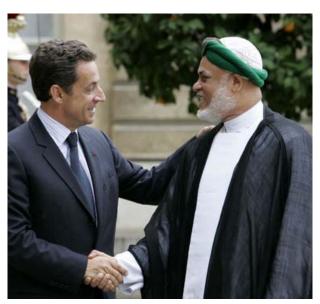
le chef rebelle Mohamed Bacar

fuite, a disparu!..

A bord d'une vedette rapide, (comme beaucoup de compatriotes d'Anjouan), il a tout simplement débarqué à Mayotte où il a demandé l'asile politique au Gouvernement français mais, ce qui est vraiment nouveau, la présence de ce "réfugié" honni de ses compatriotes, a entraîné de la part de ces derniers de

violentes manifestations à Moutsamoudou, la "grand ville" du territoire, qu'ont maîtrisées à grande peine les gendarmes mobiles, véritables émeutes, qualifiées par la presse locale de "chasse aux blancs", les N'Zugu, suspectés d'avoir aidé les visées séparatistes de l'ancien homme fort anjouanais. Une vingtaine de Métropolitains ont été blessés dont un assez grièvement... qu'est venu réconforter le nouveau ministre de l'Outre Mer, Yves Jégo, vite accouru pour calmer les esprits et envoyer daredare le "réfugié" en garde à vue, dans le département tout voisin de La Réunion. Ce dernier y attend qu'à Paris, l'Office Français des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) se soit prononcé sur son sort.

Pour le moment, en tout cas, le nouveau président de l'Assemblée territoriale de Mayotte a décidé d'entamer les démarches préalables à la transformation de la collec-



M. Ahmed Abdallah Mohamed SAMBI

tivité en département ... comme la Corse ou la Lozère.

UNION DES COMORES

Capitale : Moroni
Superficie : 1862 km²

Grande Comore: 1.148 km², Anjouan: 424 km²,

Mohéli: 290 km²

Population: 700.000 habitants

De 150.000 à 200.000 personnes d'origine comorienne résident en France métropolitaine, 55.000 à

Mayotte et 40.000 à la Réunion.

Langues nationales: "Shikomor", français, arabe **Religions**: Islam sunnite (98%), Catholique romain

(2%

Composition de la population : Antalote, Cafre,

Makoa, Oimatsaha, Sakalava

Taux de croissance de la population : 2,4 %

Chef de l'Etat : M. Ahmed Abdallah Mohamed SAMBI élu le 26 mai 2006 (mandat de 4 ans)

Vice-Président (pas de PM) : **M. Idi NADHOIM**, chargé des Transports, des Postes et Télécommunications, de la Communication et du Tourisme.

M. Ikililou DHOININE, chargé de la santé, de la solidarité et de la Promotion du genre.

Ministre des Affaires Etrangères : M. Ahmed Ben

Saïd JAFFAR

Devises: Franc comorien (1 euro = 462 FC)

PIB/Hbts: 528 \$

Taux de croissance : 1,2%

Dette: 70% PIB

Exportations: 13,5 M\$ Importations: 90 M\$

Principaux clients: France, Singapour, Allemagne

APD totale: 24,51 M\$ APD/hab.: 31,80%

France: 10,85 M \$ premier de très loin sur 22 pays

FMI: 13 M \$

Banque mondiale :7 M\$

Développement humain: 132/177 Alphabétisation: 56,2% (femmes 49,7%)

Communauté française aux Comores : 2048 per-

sonnes dont 50% de binationaux

Ambassadeur de France: Christian JOB

Ambassadeur des Comores en France : Soulaimana

Mohamed.

Réalités africaines ?

Christian Lambert

L'Assemblée générale d'AROM a souhaité que les adhérents de l'Association puissent participer à ses activités par davantage de débats. Un des membres du Conseil d'administration, ancien administrateur et ancien diplomate, qui a servi un peu partout dans le monde et dont les talents de plume et de polémiste sont connus, a bien voulu ouvrir le.. feu.

Le tableau de l'aide publique au développement (APD) que vient de publier le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE traduit une autre approche.

AROM signifie : Amitié – Réalité – Outre – Mer. Amitié, d'accord. Réalité, d'accord aussi. Alors ne pratiquons pas la méthode Coué. Disons tout simplement ce qu'il en est avec objectivité.

En Afrique, c'est le chaos depuis les indépendances. Tout a commencé par une série de coups d'Etat généralement sanglants et toujours parfaitement anti-démocratiques. La situation se détériorant d'année en année, nous en sommes aujourd'hui aux guerres ethniques incessantes, aux massacres avec un impressionnant génocide au Rwanda et depuis quelque temps aux activités meurtrières d'Al-Qaïda en Afrique du Nord. Faisons rapidement un tour d'horizon de ce continent bouleversé.

Au Maghreb, plus particulièrement en Algérie, l'islamisme radical se renforce. Pour Al-Qaïda et quelques autres, l'ennemi est la France dont il faut exterminer les ressortissants. Un peu plus au sud, les Touaregs armés par l'Algérie et la Libye s'en prennent au Niger pour obtenir une part du produit de la vente de l'uranium. Au Tchad, des ethnies soutenues par le Soudan attaquent le pouvoir incertain de N'Djamena qui, de son côté, aide les tribus qui attaquent les Soudanais. Pire encore, dans cette confusion, des ethnies sont divisées. Les Zaghouas d'Iriba que j'ai bien connus autrefois – c'était alors de pauvres et paisibles pasteurs - sont partagés entre Zaghouas d'Idriss Deby, le Président et les Zaghouas manipulés par Khartoum, tous étant maintenant surarmés. Un désordre indescriptible perdure au Darfour et s'étend par guérillas et réfugiés interposés au Tchad et en Centrafrique où partout règne désormais l'insécurité.

Pour mettre fin au drame, on met sur pied l'Eufor et ses milliers de soldats. Et que fera l'Eufor ? Rien à moins d'entrer en guerre contre le Soudan que soutient la Chine, non par amour des Noirs (pour lesquels les chinois n'ont aucune considération), mais par amour de leur pétrole. Au Congo ex-belge, les guerres ethniques sont permanentes malgré une importante et onéreuse présence militaire de l'ONU. Au Rwanda, les Hutus ont massacré les Tutsis — près d'un million de victimes découpées à coup de machette — avec des interventions officielles civiles et militaires de la France pour le moins discutables. Grands dieux, qu'est — on allé faire dans cette galère! Le Burundi, m'a-t-on confié, est sous l'influence anglo-saxonne. Et alors? On n'en est tout de même plus à Fachoda!

Ne parlons pas du Zimbabwe aux mains d'un tyran ubuesque qui rappelle Idi Amin Dada et Bokassa, de ce qui s'est passé au Libéria et en Sierra Leone (manches courtes, manches longues, c'est-à-dire bras coupés à coups de machette). Mention spéciale doit être faite de la Côte d'Ivoire cette "vitrine modèle de la présence française" où l'opération Licorne qui n'est pas terminée n'est pas couronnée de succès, en disant le moins, malgré la perte de militaires et de plus d'un milliard d'euros! N'oublions pas le chaos islamique en Somalie. Le Kenya, jusque là épargné, est à feu et à sang.

Avec un peu de jugement, on n'aurait jamais dû s'engager à ce point dans un tel bourbier. Tous l'ont bien compris sauf la France qui est le seul de tous les pays colonisateurs du continent à entretenir à grands frais en Afrique plus de 7000 militaires et en Côte d'Ivoire et au Tchad depuis 40 ans et en Centrafrique et au Sénégal et au Gabon et à Djibouti avec en prime quelques aventures lamentables comme celle des hurluberlus humanitaires de l'Arche de Zoé incarcérés en France sur ordre du pouvoir tchadien, aventure non seulement lamentable mais aussi tragique comme l'assassinat récent de touristes français en Mauritanie. Tout cela s'enchaine. L'annulation du rallye Paris — Dakar 2008 apporte la preuve qu'Al-Qaïda est

maintenant opérationnel dans toute cette région.

Je rappelle pour mémoire qu'au Tchad, deux généraux ont perdu leur fils. Le lieutenant Cortadellas en 1969 et en 1972 le lieutenant pilote Le Puloch, fils du chef d'étatmajor de l'armée de terre.

A cette politique qui collectionne les revers depuis des décennies, je vois deux raisons profondes. En premier lieu, la France s'accroche à l'Empire d'autrefois par une sorte de compensation à sa faiblesse intrinsèque. Depuis la déroute de 1940, on s'efforce par une sorte de postcolonisation anachronique de conserver et d'étendre une dimension internationale avec toute sorte de cadres institutionnels au demeurant toujours éphémères, l'Union Française, la Communauté et aujourd'hui, d'une certaine façon, la Francophonie, le tout assaisonné par une politique très tiers-mondiste. Mais - n'ayons pas peur des mots – c'est la corruption qui est le vrai moteur de cette politique. François Hauter, dans le Figaro du 17 août 2007 écrit, en y insistant, que le Gabon, riche de son pétrole à 100 dollars le baril est la caisse noire de la Vème République, ce que chacun sait.

Jean-Marie Bockel, ministre socialiste du gouvernement Fillon/Sarkozy vient d'ailleurs de le reconnaître en déclarant au "Monde" du 16 janvier dernier : "La mauvaise gouvernance, le gaspillage des fonds publics, l'incurie de certaines structures administratives et politiques, la corruption de certains dirigeants. Tous le monde connaît ces facteurs. Au total, sur cent milliards de dollars annuels d'aide à l'Afrique, 30 milliards s'évaporent."

Notre commerce avec l'Afrique ne représente guère plus de 5% de l'ensemble de nos échanges. Alors dans tout cela, où est l'intérêt national ? J'ajoute – ce qui n'est pas négligeable – que les conflits armés survenus entre 1990 et 2005 dans 23 pays africains, en majorité francophones, ont coûté quelques trois cents milliards de dollars, soit l'équivalent de l'aide internationale pour le continent sur la même période!

Les premiers à savoir cela et à vivre ce chaos sont les Africains eux-mêmes du nord, du centre, du sud qui n'ont qu'un seul horizon : émigrer, souvent au péril de leur vie, chez l'ex-colonisateur que l'on est tout heureux de retrouver.

Voilà les faits et ma conviction. Pour autant, je ne l'impose à personne et si l'un d'entre nous veut bien me répondre avec la même objectivité qui est la mienne, bien sûr, le débat s'instaurera et n'en sera que plus intéressant.

Aide publique au Développement (APD) de la France

La France: 3ème donateur mondial

Selon le rapport 2007 sur l'aide internationale que vient de publier l'OCDE, la France a consacré 9.940 millions de dollars en 2007 à l'aide publique au développement. Ce montant la place au troisième rang des pays donateurs et au premier rang des pays du G8 en termes d'aide publique rapportée au produit national brut.

Entre 2006 et 2007, l'aide distribuée par les 22 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui regroupe les principaux pays donateurs dans le monde, s'est élevée à 103,7 milliards de dollars contre 104,4 en 2006. Pour la France, l'aide passe de 0,47% du revenu national brut à 0,39%, une légère baisse principalement due aux annulations de dettes des pays en développement.

Si l'on exclue les annulations de dettes, l'aide publique française exprimée en dollars courants a augmenté de 4,3% entre 2006 et 2007, soit plus que la moyenne du CAD (3,3%) et des pays de l'Union européenne (3%)

La France s'est engagée, dans le cadre européen, à atteindre un niveau d'aide publique au développement représentant 0,7% de son RNB à l'horizon 2015.

Les nouveaux secrétaires d'Etat

Sur les 16 Ministres et 21 Secrétaires d'Etat du gouvernement Fillon remanié le 19 mars, deux concernent l'Outremer au sens large. C'est donc à un changement d'équipe assez profond auquel nous assistons, avec l'arrivée de deux « proches» du Président de la République, tous deux spécialistes de la communication, dans un domaine encore largement réservé.



Alain Joyandet, nouveau secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie.

Alain Joyandet, 54 ans, marié, 3 enfants, qui a une formation de journaliste et qui a fait une carrière dans les médias et dans la politique (il vient d'être brillamment réélu Maire de Vesoul dont il était le député) vient d'être nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires Etrangères, chargé de la Coopération et de la Francophonie.

Il remplace à ce poste Jean-Marie BOCKEL, Maire de Mulhouse dont les mauvaises langues disent qu'il a été victime de la françafrique, mais qui, devenu Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Défense sera chargé de la Défense et des Anciens combattants.

Cabinet de M. Alain JOYANDET

Directeur de Cabinet : Jean-Marc CHATAIGNIER Chef de Cabinet : François GAUTIER

Alain JOYANDET a participé dès le 20 mars à la Journée de la Francophonie qui s'est ouverte sous le signe des « Nouvelles technologies au service d'une nouvelle francophonie »

Il a assisté , les 5 et 6 avril à Tokyo à la réunion des **Ministres de la Coopération du G8**



Yves Jego, nouveau secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur chargé de l'Outre-Mer

Yves Jego, 47 ans, marié 4 garçons, Diplômé d'études politiques, est depuis 2002, député Maire UMP de Montereau-Fault-Yonne (Seine et Marne). Homme de communication, il aurait conseillé le Président sur les dossiers de l'Internet. Député francilien, à la fibre sociale, c'est un spécialiste de l'intégration et de l'aménagement du territoire Il a écrit deux romans historiques et une biographie du Général de Gaulle. Il remplace Christian Estrosi qui a préféré se consacrer à part entière à la Mairie de Nice à laquelle il vient d'être élu.

Cabinet de M. Yves JEGO

Directeur de Cabinet : Nicolas DESFORGES, Préfet. Directeur adjoint de Cabinet : Laurent PREVOST Conseiller spécial : Romain MOUTON

Yves JEGO a effectué son premier déplacement officiel à la Réunion le 27 mars.

Questionné récemment à propos d'une rumeur lancée par l'opposition sur une éventuelle disparition du Secrétariat d'Etat chargé de l'Outre- Mer, il a démenti cette idée « farfelue » mais n'a pas caché qu' « une réforme de l'administration centrale était en cours et devrait trouver sa pleine réalisation dans le courant de l'année 2009 ». Selon ce texte « une administration de mission prenant la forme d'une délégation interministérielle ou d'une délégation générale à l'Outre- Mer se substituera aux deux directions actuelles du Secrétariat d'Etat ».

LU DANS LA PRESSE ET DANS LES REVUES



Lu dans la presse ...

Dumbéa sur Mer Nouvelle Calédonie

Le Monde du 31 mars titre "Au nord de Nouméa, une ville naît pour absorber la croissance de l'île" et de donner une photo du site côtier de Dumbea. Il ne s'agit pas, précise l'urbaniste de la SECAL (Société d'équipement de la Calédonie, filiale de la Caisse des dépôts qui va être chargée de l'opération) d'une nouvelle ville, mais d'un projet d'extension urbaine de Nouméa, projet qui est quand même l'un des plus importants actuellement en cours sur le territoire de la République, (25.000 logements... un nouvel hôpital de 100.000 m2 de plancher (252 millions d'euros... manifestation spectaculaire de la pression démographique qui s'est accrue sur Nouméa, en



e projet de développement du site de Dumbéa-sur-Mer. DR

raison de la croissance (4,5%) liée au cours élevé du nickel que connaît le territoire.

Le même Monde titre deux jours plus tard dans son numéro du 2 avril et à propos d'affrontements entre des syndicalistes et la police, "une radicalisation menace le fragile équilibre de la Nouvelle Calédonie".

AROM, dans son numéro 11 de mars 2007, avait demandé à Michel Levallois, ancien Préfet qui connaissait bien la question, d'expliquer pourquoi une réforme constitutionnelle avait été nécessaire pour appliquer, conformément aux engagements pris, les accords de Matignon de 1988 et le scrutin référendaire de 1998.

La Collectivité d'Outremer que constitue la Nouvelle Calédonie, lui donne un statut de large autonomie, mais les indépendantistes et les non indépendantistes sont tenus de travailler ensemble. Dans la perspective des élections provinciales qui auront lieu en 2009 et désigneront les Assemblées provinciales et le Congrès qui aura à se prononcer en 2014 sur l'opportunité d'un référendum d'autodétermination, les tensions politiques augmentent à nouveau.

Même si Jacques Lafleur, battu aux élections de 2007 et au sein de son propre parti, a dû passer la main à Pierre Frogier, la droite reste pour le maintien de la Nouvelle Calédonie dans la France, tandis que la gauche se plaint du retard dans le transfert d'un certain nombre de compétences et de "signes identitaires".

Les nouvelles perspectives économiques de l'île ne sont évidemment pas étrangères à cette nouvelle vague d'agitation.

Palinodies en Polynésie

Insubmersible, l'autonomiste **Gaston Flosse**, 76 ans, a créé la surprise en s'alliant avec son traditionnel adversaire indépendantiste, Oscar Temaru, pour être élu samedi 23 février à Papeete **Président de la Polynésie française**. Il l'a emporté par 29 voix contre 27 à son adversaire Gaston Tong Sang et un bulletin blanc au cours d'un scrutin marqué par de nombreux rebondissements. L'UMP a annoncé qu'elle rompait son alliance avec le parti de M Flosse.





Vu au cinéma ...

Le cinéma africain à l'honneur et à la peine

Le cinéma africain a été récemment à l'honneur à la cinémathèque française qui lui a consacré, sous le titre d'Africamania une importante rétrospective.

Grace à cette initiative, on a pu voir à Bercy, en janvier et février, une soixantaine de films représentatifs de la courte histoire de ce cinéma né avec la décolonisation, et retrouver les grands auteurs qui l'ont illustré : Sembene Ousmane, Djibril Mambety Diop, Souleymane Cissé, Idrissa Ouedraogo pour ne citer que les plus emblématiques.

Dans le même temps, Arte cinéma a édité le premier volume d'une série de coffrets de DVD consacrée aux cinéastes africains, qui contient les premiers films de Ousmane Sembene : Borom sarret (1962), (qui est aussi le premier film réalisé par un africain sur le sol africain) La noire de..., (1966, prix Jean Vigo), le Mandat (1968). On y trouve aussi, entre autres curiosités, un court-métrage, Le wazzou polygame réalisé par Oumarou Ganda, l'ancien interprète nigérien du film de Jean Rouch Moi, un noir.

Paradoxalement ces manifestations d'intérêt interviennent alors que le cinéma africain, justement, n'est plus ce qu'il a été. Depuis les années 1990 il est en effet pratiquement absent de la scène internationale : Alors qu'ils ont été maintes fois récompensés dans le passé, aucun film d'Afrique noire, par exemple, n'a été sélectionné à

Cannes depuis **Kini et Adam** en 1993. Et les quelques beaux films diffusés en France ces dernières années – **Moolade** d'Ousmane Sembene, **Bamako**, du Malien Abderhamane Sissako, **Daratt** du Tchadien Mahamat Saleh Haroun, – apparaissent comme des arbres isolés dans une savane rabougrie

L'Afrique continue pourtant à produire des films et la cinémathèque française en a projeté quelques uns en avant-première à 1'occasion d'Africamania. Parmi eux : Ezra, du nigérien Newton Aduaka (sur les enfants-soldats), étalon d'or du dernier Fespaco, Il va pleuvoir sur **Conakry** du Guinéen Cheik Fantamady Camara, prix du public à Ouagadougou, Kinshasa Palace de Zeka Laplaine, La reine des eaux de Salif Traoré, etc. Mais aucun d'eux n'a encore trouvé de distributeur et on ne sait pas s'il sera possible un jour de les voir en salle.

Le cinéma africain est "dans un angle mort", selon l'expression de Elisabeth



Retour à Gorée

Lequeret : Il peine à s'imposer à l'extérieur et il est concurrencé à l'intérieur par la prolifération des fictions tournées en vidéo, d'une qualité médiocre mais peu couteuses et qui plaisent au public.

Retour à Gorée

A défaut de films venus d'Afrique on peut en tout cas voir actuellement à Paris un film qui parle de l'Afrique : **Retour à Gorée**, en salle depuis le 2 avril.

Réalisé par un journaliste suisse, Pierre-Yves Borgeaud, batteur à ses heures, devenu réalisateur et producteur de films, **Retour à Gorée** raconte le périple du chanteur Youssou N'Dour, à travers l'Amérique, sur les traces des esclaves noirs et de leur musique, la seule chose, rappelle Youssou N'Dour, qu'ils aient emportée avec eux.

Un "road-movie" en quelque sorte, autour des musiques noires - du negro-spiritual aux musiques du mardi gras, des percussions au jazz et

au slam, au gré des rencontres de Youssou N'Dour, le griot devenu une star mondiale de la chanson, et du pianiste aveugle qui l'accompagne, avec des jazzmen, des chanteurs de gospels, des musiciens d'Atlanta, de New York, de la nouvelle Orléans,

Partis de Gorée, l'île symbole -à tort ou à raison- de la traite négrière, le chanteur et ses musiciens reviendront à Gorée pour un concert final où l'on chantera "Retour à l'endroit où nos pères

ont pleuré, retour à l'endroit où nos mères ont pleuré, retour à Gorée".

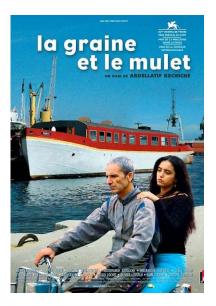
Un film musical, donc, à la différence de **Little Sénégal**, dans lequel, en 2001, sur un thème assez proche, Rachid Bouchareb avait raconté le pèlerinage du vieux guide de la maison des esclaves de Gorée parti aux Etats-Unis à la recherche des descen-

dants de ses ancêtres.

L'idée de Youssou N'Dour - rendre hommage à la mémoire des esclaves à travers les musiques qu'ils ont créées - était belle et la réalisation est à la hauteur. Des paroles, mais pas trop, une atmosphère chaleureuse, des moments forts : l'intervention émouvante du vieux chanteur Amiri Baraka, le récit d'un slammer dont je n'ai pas retenu le nom (au fond de l'océan il y a des voies pavées d'os humains...), et quelques autres.

Mais il faut aimer cette musique, bien sûr

Georges Sanner



La graine et le mulet

Comédie dramatique: 2h30

d'Abdelatif Kechiche réalisateur franco-tunisien (réalisateur de « *L'Esquive* » déjà distingué en 2005) Meilleur réalisateur, meilleur scéna-

l'Académie des Césars . Prix Louis Delluc 2007 Sète, le port. Monsieur Beiji, la

riste, meilleur film français de

soixantaine fatiguée, se traîne sur le chantier naval du port dans un emploi devenu pénible au fil des années. Père de famille divorcé, s'attachant à rester proche des siens, malgré une histoire familiale de ruptures et de tensions que l'on sent prêtes à se raviver, et que les difficultés financières ne font qu'exacerber, il traverse une période délicate de sa vie où tout semble contribuer à lui faire éprouver un sentiment d'inutilité. Une impression d'échec qui lui pèse depuis quelque temps, et dont il ne songe qu'à sortir en créant sa propre affaire : un restaurant. Seulement, rien n'est moins sûr, car son salaire insuffisant et irrégulier, est loin de lui offrir les moyens de son ambition. Ce qui ne l'empêche pas d'en rêver, d'en parler, en famille notamment. Une famille qui va peu à peu se souder autour d'un projet, devenu pour tous le symbole d'une quête de vie meilleure. Grâce à leur sens de la débrouille, et aux efforts déployés, leur rêve va bientôt voir le jour... Ou, presque...

Ce film qui n'a pas obtenu en salle le succès qu'il mérite est un petit chef d'œuvre de qualité et de bonne humeur communicative. C'est un hymne à ces familles immigrées il y a un demi siècle, en même temps que les pieds noirs, et qui ont vécu l'aventure de l'intégration grâce à leur travail, à la famille et à la débrouillardise sans perdre leurs rêves et leur joie de vivre. C'est aussi, avec humour et dérision, un hymne à la tolérance..... même si la musique et la danse en attente du fameux couscous peuvent paraître à la fin un peu longue.

« Algérie, histoires à ne pas dire » 2h 40.

Le rêve algérien de Jean-Pierre Lledo

Quarante trois ans après l'exode massif des juifs et des Pieds noirs consécutif à l'indépendance de l'Algérie en 1962, que reste-t-il de cette colonisation dans la mémoire des Algériens d'origine berbero-arabo-musulmane? Des personnages en quête de vérité sur leur propre vie reviennent sur leur enfance durant les années de guerre qui furent aussi les dernières décen-

nies de la colonisation française

En retournant vers leurs origines, d'est en ouest , de Skida à Oran, du début à la fin de la guerre d'indépendance, ils reconstituent un portrait inédit de l'Absent

Méfiance, peur ou malheur, les relations inter-communautaires n'ontelles pas été aussi attraction, respect, reconnaissance et souvenirs heureux?

Malgré les discriminations et les dégâts du colonialisme, un nouveau corps fait d'emprunts mutuels n'avait-il pas commencé à se constituer, à l'insu même de ses différentes composantes ?

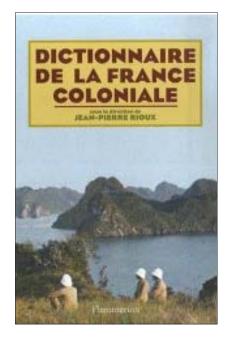
La douleur fantôme de l'amputation, chez ceux qui étaient partis comme chez ceux qui étaient restés, n'en révélait-elle pas la réalité?

Une Algérie multi- ethnique libre et fraternelle, n'était-elle pas possible ?

Entre haines et fraternités, avec nos personnages nous refaisons le cheminement universel de la tragédie, lorsque aux protagonistes, le dénouement semble s'imposer.



Lu chez le libraire ...



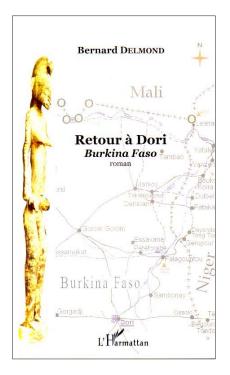
Dictionnaire de la France coloniale Flammarion 935 pages au format 18x25 et au prix de 65 euros.

Décrire les multiples visages de la France coloniale, telle a été l'ambition de cet ouvrage, qui lui consacre plus de cent vingt entrées et une iconographie abondante. Visages divers dans le temps: dix-sept grandes dates ont été retenues, de 1815 à 1998, depuis l'effritement du premier empire colonial jusqu'à l'accord de Nouméa. Visages divers dans l'espace, car la France coloniale, avec une volonté et une violence inégales en intensité, s'est faite au Maghreb et au Levant, en Afrique et en Asie, dans l'Océan indien et le Pacifique, mais aussi dans les Amériques. Visages incarnés par des hommes, qu'ils fussent des

conquérants militaires, des résistants héroïques, des hommes de paix ou d'humbles soldats; visages magnifiés ou caricaturés par les affiches, le cinéma, la littérature, les manuels... Cette histoire douloureuse et complexe, il est enfin temps de se la réapproprier : parce que le premier devoir de l'historien est celui de l'intelligence active, ce livre voudrait aider la France excoloniale à sortir de sa guerre des mémoires et à affronter son passé.

Ce très bel ouvrage d'une grande lucidité historique évoque sans complaisance ni nostalgie notre Empire défunt. Il mérite de figurer dans nos bibliothèques comme ouvrage de référence.

Raymond Césaire



Retour à Dori, Burkina Faso Par Bernard Delmond Publié en 2007 par l'Harmattan

Un livre passionnant comme un roman policier. C'est, du reste, un roman policier. Mais qui sort de l'ordinaire.

Ses péripéties se déroulent dans l'Afrique des années 1940. Dans ce pays du Sahel "plus que le loin", le Liptako Gourma que le colonisateur français rattacha à la Haute Volta pour en faire un "cercle" dont le chef lieu était Dori. Son "commandant" l'administrateur Paul Delmond était le père de l'auteur qui y naquit, y passa les premières années de son enfance, compléta ses souvenirs par la lecture de plusieurs ouvrages et, à partir de cette solide base, donna libre cours à son imagination.

Le Liptako c'est une chaleur forte,

des orages violents, un paysage sévère avec ses "acacias décharnés, ses tamaris, ses horizons arides" où "le rocher dont il ne faut pas faire le tour, le margot dont on ne doit jamais prononcer le nom, la montagne qu'il ne faut pas montrer du doigt" sont habités de génies avec lesquels les humains doivent savoir se comporter. Une faune, du lion aux insectes, toujours affamée ; donc féroce, et, plus inquiétante encore, "la tourterelle fatidique" qui par ses cris et ses vols révèle à chacun son destin. C'est un univers "magique" comme le fut jadis celui de notre France des fées et de "la mare au diable". Mais de magique il ne nous reste plus que le mot, galvaudé.

Une population de touaregs, songhrays et peuls qui semblent vivre en bonne intelligence, depuis l'arrivée, il y a un demi-siècle, d'une nouvelle

race dominante : les blancs, qu'on appelle les assanara, nazaréens. Peu nombreux dans ce pays trop pauvre pour attirer les convoitises. Au sommet de tout l'administrateur, responsable de tout. Entre autres de l'ordre et de la "paix française".

Or cette paix va être bouleversée par une série, au village de Falagountou, d'assassinats dont on ne connaît ni les motifs ni le coupable. L'angoisse est générale, le chef du village, vieillard dépassé, choisit de tomber malade. La peur cloue le bec de ceux qui pourraient aider à éclaircir le mystère. L'administrateur mène l'enquête, interroge, se heurte au mur de silence, s'efforce d'interpréter des paroles à double sens. Sa vie est menacée. Une mystérieuse présence vient, une nuit perturber son sommeil. Lancer à la poursuite d'une

ombre son fidèle "garde-cercle" est tué.

Bien entendu comme dans tout bon roman policier, le mystère s'éclaircit dans les dernières pages. L'assassin, pourchassé jusque dans les rochers des "mains de Dieu", se jette dans le vide et meurt.

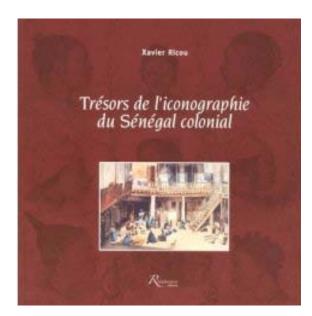
L'histoire ne finit pas là. Quelques quarante ans plus tard, l'auteur - géomètre chargé de délimiter la frontière entre Mali et Burkina Faso dont la contestation entre les deux jeunes états indépendants a donné lieu à une "guerre des pauvres" aussi absurde que coûteuse - à la curiosité, sa mission achevée de retourner à Dori. Il y reçoit une liasse de feuillets jaunis qui est le récit par son père de "l'énigme de Faladougou".

La vieille résidence où il était né à disparu. Mais il n'entend pas oublier

"ces temps là, lorsque l'esprit se sentait fortifié par la foi, la dureté des temps et l'absence de confort qui rendaient l'amour plus fort, la grandeur plus désirable, l'honneur plus exigeant". Peut-être est-ce la raison de ce livre.

C'est un roman et Bernard Delmond n'est pas géomètre. Il me semble pourtant y avoir appris sur la Haute Volta, devenue Burkina Faso, qui fut, cinq ans, le "pays de ma résidence diplomatique" et sur le Liptako, souvent visité, bien des choses que j'ignorais. Cela sans m'ennuyer un seul instant. Je souhaite le même plaisir à ceux que mon compte rendu pourrait inciter à lire ce livre.

Alain Deschamps



Trésors de l'iconographie du Sénégal colonial.

Xavier Ricou. Riveneuve Editions, 75 rue de Gergovie 75014 Paris mai 2007 format 21x21, 236 pages,198 illustrations en couleur 30 euros.

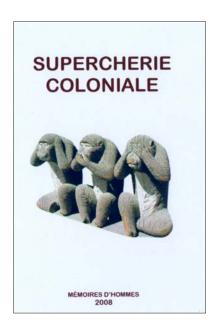
Selon la 4eme de couverture, l'auteur. un métis né au Sénégal en 1959, est architecte et s'est consacré d'abord à la préservation de l'Ile de Gorée, avant d'exercer ses activités pendant vingt ans en Afrique, en Amérique latine et aux Antilles dans des projets de développeurbain. ment de restructuration de quartiers, de

constructions d'infrastructures et de sauvegarde du patrimoine. Depuis 2005, il est chargé par l'UNESCO et le Bureau d'architecture des monuments historiques du Sénégal d'élaborer le Plan de sauvegarde et de mise en valeur de Saint-Louis. Il est actuellement Directeur de l'Agence Nationale chargée de promouvoir les Investissements et les Grands Travaux de l'Etat (APIX) : autoroutes, nouvel aéroport international, Centre des Affaires, entre autres..

Sa mère est Madame Marie-José Crespin, une signare, ancien haut Magistrat du Sénégal qui réside à Gorée où sa maison , un véritable musée, jouxte la Maison des Esclaves.

L'auteur, dans cet ouvrage nous conduit au cœur de l'économie et de la vie quotidienne au Sénégal, notamment dans les deux villes du Patrimoine mondial que sont Saint-Louis et Gorée. C'est la rencontre entre l'Europe et l'Afrique, le monde de l'esclavage et de l'économie de traite, mais aussi de l'émergence d'une société métisse, à la fois trait d'union et expression d'une synthèse culturelle dont a hérité le Sénégal contemporain.

Roland Priam



Supercherie coloniale

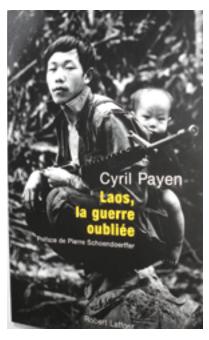
par J.-P. Renaud 294 pages Décembre 2007

"Stop au bourrage de crâne colonial"! Tel aurait pu être le sous-titre de ce livre dans lequel l'auteur réfute avec citations précises et réponses point par point les vecteurs de la propagande quasi viscérale de certains "croisés" actuels. Il s'en prend notamment à un "collectif" de chercheurs bien ciblés, prompts à rédiger de véritables "fatwas" sur tout ce qui a trait à l'histoire passée — présente (et même future ?) qui touche de près

ou de loin le "colonialisme"!

A partir de citations abondantes,
Jean-Pierre Renaud examine tour à
tour la presse, les manuels scolaires
(Le Lavisse d'avant Guerre pour les
élèves de 10ème et de 9ème!) les
expositions coloniales, les affiches,
les cartes postales – sans oublier les
timbres- publiés depuis 1900 ...
Inventaire et commentaires intéressants, voire instructifs pour le lecteur
qui saura mettre en perspective historique ce qui a été pensé, dit, écrit,
montré en 1900 ou en 2000... Ce
n'est pas la même chose!

Jean Serjac



Laos, la guerre oubliée

Par Cyril PAYEN Robert Laffont, 2007. 279 pages.

Le reportage, préfacé par P. Schoendoerffer, que Cyril Payen a publié il y a juste un an, complète,

amplifie – oh combien! – et actualise la tragédie que connaît la population Meo dans ses montagnes du Haut Laos telle que l'a présentée brièvement Alain Deschamps dans notre précédent bulletin "L'odyssée Méo".

Odyssée ? En réalité une véritable tragédie qui fait honte à tous les défenseurs des Droits de l'Homme à commencer par la France, l'ancienne puissance tutélaire et les Etats-Unis, alliés des montagnards dans leur guerre passée contre le Vietminh et ses alliés "Pathet Lao" communistes.

L'auteur, journaliste d'investigation, petit-fils d'un commando français au Laos dans les années 50, retrouve en 1992 à Luang Prabang les traces d'une grand-mère laotienne et pris de sympathie et d'intérêt pour les anciens alliés Méos, s'enfonce dans la brousse en 1995 – après de multiples manœuvres et tractations longuement exposées – pour rendre compte de la situation des derniers maquisards et témoigner... Témoignage terrible que celui du sort

réservé aux villageois Méos, en leurs derniers refuges, affamés à l'interieur de la « région militaire spéciale » cernée par l'armée gouvernementale – zone interdite – dans les montagnes entre Luang Prabang et le Tranminh. Scènes de tortures « qu'on croirait tirées des années de plomb du régime Khmer Rouge de Pol Pot », véritable génocide comparable à celui du Rwanda. « Nous devons les exterminer tous jusqu'au dernier » écrivait un journal de Vientiane en 1975.

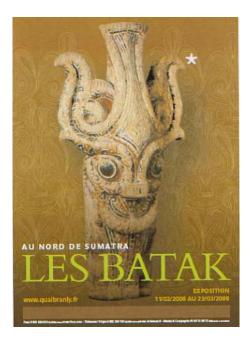
De retour en France, Payen et son photographe peuvent monter un film-reportage qui est diffusé par France 2 (Envoyé Spécial) en Juin 2005. Grande émotion! Début d'une mobilisation collective. Interventions humanitaires qui se terminent par un fiasco lamentable lors d'un début de reddition des "rebelles" en présence des représentants de l'ONU, de la Croix Rouge et des diplomates occidentaux! Mauvais augure pour les défenseurs actuels des moines tibétains!

Serge Jacquemond

EXPOSITIONS, COLLOQUES ET RENCONTRES

Au musée du Quai Branly

Au nord de Sumatra : les Batak ...jusqu'au 11mai



Bien qu'elle ne fasse pas partie des territoires de l'ancien Empire, cette exposition sur les trésors recueillis et sauvegardés par les missionnaires et marchands hollandais et américains au sein d'une population vivant dans la région du lac Toba au nord de Sumatra, mérite qu'on la découvre et s'y attarde. Bâtie sur les réserves du Musée à partir de la collection « Insulinde» rachetées en 2001 à Barbier Muller, elle offre, déclinée en différents thèmes, une grande richesse de sculptures, d'armes, d'instruments de musique et de textiles que tous ceux qui s'intéressent à l'Asie et à l'Océanie ne manqueront pas de comparer avec les objets qu'ils ont découverts ou rapportés d'autres îles qu'ils connaissent mieux.

Ivoires d'Afrique dans les anciennes collections françaises, jusqu'au 11mai

Des œuvres en Ivoire, d'origine africaine, sont parvenues en Europe à partir de la fin du XV ième siècle, quand les caravelles portugaises commencèrent à faire régulièrement escale le long des côtes africaines au sud du Sahara.

Dès le début du XIX les oeuvres d'artisanat et d'art africains arrivèrent en plus grand nombre lorsque le continent devint un territoire de conquête pour les puissances coloniales. Ces œuvres révèlent l'évolution des rapports entre l'Europe et l'Afrique et l'existence jusqu'alors peu connue de cultures africaines structurées et d'excellents artistes qui fournissaient aussi bien les dignitaires de leurs royaumes que les cours européennes qui leur passaient commande d'objets usuels ou de luxe.

On notera, pièces maîtresses de l'exposition, une magnifique série d'olifants (trompes), de guerre ou de chasse, richement sculptés ou sertis d'argent.

Ezio Bassani, Commissaire de l'exposition, enseigne l'histoire des arts africains à l'Université internationale des arts africains de Florence.



EXPOSITIONS, COLLOQUES ET RENCONTRES

Planète métisse

(To mix or not to mix?).... jusqu'au 19 juilet 2008

AROM ne saurait mieux faire pour présenter cette exposition et en conseiller la visite à ses membres que de reprendre l'excellent éditorial de son Commissaire **Serge Gruzinski**. Cette visite rappelle beaucoup l'histoire des siècles écoulés pour nous faire mieux comprendre celui qui débute.

Editorial par Serge Gruzinski, commissaire de l'exposition

« Métissages, « choc des civilisations », mondialisations, colonisations ... Le musée du quai Branly ne pouvait rester à l'écart des questions majeures qui traversent les vies et les imaginaires de nos contemporains.

Au-delà de la notion de mélange biologique à quoi on ramène trop souvent le phénomène du métissage, Planète Métisse questionne l'imaginaire des visiteurs, au cours d'un parcours non exhaustif qui fait dialoguer les objets entre eux.

Il est souvent malaisé de définir les contours des *objets métis*, car on les aborde rarement comme tels. Formes, fonctions, croyances, matériaux ... n'ont cessé de se mélanger depuis les premiers contacts entre

l'Homo Sapiens et l'Homme de Neandertal. Ma perspective d'historien des Amériques m'a conduit à privilégier

un moment de l'histoire de l'humanité, les XVe et XVIe siècles, et à analyser les répercussions de l'expansion européenne, principalement ibérique, sur les autres civilisations. Je définirai donc l'objet métis comme l'expression d'une création humaine surgie à la confluence des mondes européens et des sociétés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique. Ces sociétés se sont construites à distance du Vieux Monde et parfois, c'est le cas des Amériques, sans aucun contact avec lui. L'irruption des Européens a déclenché, à son tour, des contacts directs entre l'Afrique et l'Amérique, puis entre l'Amérique et l'Asie, sources d'autres métissages tout aussi déterminants pour l'avenir.



La Force Noire



Le 12 février, à l'amphithéâtre Foch de l'Ecole militaire, Eric Deroo et Antoine Champeaux ont présenté devant trois cents jeunes venus des banlieues et encadrés par quelques

professeurs leur film sur « La Force Noire ». Il s'agit d'un documentaire de 26 minutes qui, sur une trame chronologique fait alterner des images d'époque et des témoignages d'anciens tirailleurs, pour la plupart aujourd'hui disparus. Ce film, destiné à accompagner l'exposition dont nous avons rendu compte dans notre précédent (n°13 numéro novembre 2007 page 28) emprunte la voix de Jacques Perrin pour faire revivre l'aventure de ces tirailleurs : la gloire et la légende, mais aussi les ambiguïtés, les espoirs et les drames. Cette présentation a été particulièrement bien accueillie par un public métissé comprenant quelques descendants de ces tirailleurs, avides de connaître une histoire qui ne leur avait été rapportée jusqu'ici que par bribes, avec ses lacunes et ses émotions.

Le DVD qu'on peut se procurer auprès de l' ECPAD www.ecpad.fr comprend également un document d'archives muet de 30 minutes : "L'aide des colonies à la France". Tourné en 1918 par Henri Desfontaines, ce film met en avant l'effort de guerre militaire et industriel fourni par l'Empire pendant la Grande Guerre.

INSTITUTIONS ET ASSOCIATIONS AMIES

Académie des Sciences d'Outre Mer

Les séances ont lieu à 15h au siège de l'Académie 15 rue La Pérouse 75116 PARIS

vendredi 16 mai 2008 Défis démographiques, développement durable et conflits en Afrique subsaharienne, par Roland POURTIER, qui sera présenté par Jeanne- Marie AMAT- ROZE.

vendredi 23 mai 2008 Banque mondiale et FMI. A quoi servent ces organisations internationales? par Jacques CROSNIER Installation par Gilbert MANGIN de Okou Henri LEGRE qui traitera de Plantes et civilisations

vendredi 6 juin 2008 Aperçu sur l'évolution contrastée, en un demi siècle des pays du pourtour de la péninsule arabique par Yves

BOULVERT

* Installation par Guy CHAR-MOT de Jean-Pierre DEDET qui fera l'éloge de Pierre DESTOMBES

vendredi 20 juin 2008 Le non musulman dans la cité musulmane - le non musulman dans le Maroc précolonial par Albert LOURDE, professeur des facultés de Droit et doyen de la faculté internationale de l'université de Perpignan, qui sera présenté par Denis FADDA

CADE (Coordination pour l'Afrique de demain)

La Cade poursuit son cycle de conférences-débats sur l'Afrique des mutations silencieuses à l'ENA 2 Avenue de l'Observatoire 75006 Paris de 17h 45 à 19h 45.

Le mercredi 16 avril « Le "Dire" africain. Le rôle de l'expression littéraire dans la réflexion sur le développement. »

Mercredi 21 mai « La coopération sino-africaine, partenariat équitable ou exploitation? »

Mercredi 18 juin « Les transformations sociales »

Une conférence-débat exceptionnelle portera le mardi 6 mai sur :

« L'Afrique au cœur de l'humanisme : tradition et modernité de la Confrérie des Chasseurs et de la Charte du Mandé »

L'Assemblée générale de la Cade se tiendra le mercredi 7 mai à 18 dans les bureaux de la CADE 5 rue des Immeubles industriels 75011 Paris. www.afrique -demain.org

INSTITUTIONS ET ASSOCIATIONS AMIES

ARRI (Association Réalités et Relations Internationales)

Site internet: www.arri.fr

ARRI tiendra son Assemblée générale le mardi 6 mai de 16 à 18 h à l'PSEC 16 Place du Général Catroux 75017 Paris métro Malesherbes

Programme des déjeuners-débats et conférences.

16-04-2008: Déjeuner débat, Mess des Officiers de la Garde Républicaine 1 place Baudoyer 75004 Paris "*PARIS XII ET LA REFORME DE L'UNIVERSITE*" - Simone BONNAFOUS Présidente de PARIS XII -

ATTENTION HORAIRE MODIFIE 12H00 à 14H00.

29-04-2008 : Déjeuner débat, Mess des Officiers de la Garde Républicaine.

 \ll LA COLOMBIE »: compte-rendu d'un voyage de deux membres de l'IHEDN .

07-05-2008 : Conférence IPSEC 16, Place Général Catroux 75017

"LA CRISE FINANCIERE" Denise FLOUZAT-OSMONT d'AMILLY ancienne membre du Conseil de



la Politique Monétaire.

21-05-2008 : Conférence : IPSEC 16, Place Général Catroux 75017 "EURO-PE, MEDITERRANEE: UN RAPPRO-CHEMENT INEVITABLE"- Jean GUI-GOU Délégué Général de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen.

28-05-2008 : Déjeuner débat, Mess des Officiers de la Garde Républicaine.

« GANDHÏ OU L'EVEIL DES HUMILIES »- Jacques ATTALI.

04-06-2008 :Déjeuner débat, Mess des Officiers de la Garde Républicaine "TECHNOLOGIES ET EVOLU-TIONS DE LA COMMUNICATION: constat et interrogations" Gérard THERY Ancien Directeur Général des Télécommunications. Cérémonie en souvenir de Pierre Messmer

SAAA (Société des amateurs de l'art africain)

La Société a tenu son Assemblée générale le 28 mars. Son nouveau Président, Jacques de Vilmorin, a présenté un rapport exhaustif sur la situation de l'Association.

Celle-ci est financièrement saine, mais souffre du faible nombre d'adhérents en mesure de lui consacrer du temps dans un environnement par ailleurs très changeant.

Les problèmes du siège de l'Association, de son ouverture à l'ensemble des arts tribaux, de son positionnement et des ressources humaines



nécessaires à son fonctionnement ont été examinés. Elle recherche notamment des personnes qualifiées en sciences humaines et anthropologie- ethnographie.

Les membres d'AROM qui souhaiteraient participer à cette Association dont Gabriel Massa à été le fondateur peuvent interroger le site www.amateur.art africain.free.fr ou s'adresser à Jacques de Vilmorin, manaalink@yahoo.fr ou encore à AROM qui transmettra.

INSTITUTIONS ET ASSOCIATIONS AMIES

Images et mémoires

IMAGES & MEMOIRES qui avait été douloureusement frappée par le décès de son Secrétaire général, Georges Meurillon, l'année dernière vient de sortir son bulletin n°17 Hiver 2007-2008; Ce numéro contient deux

études de Stéphane Richemond, l'une sur « l'explorateur -photographe Courtois » et l'autre sur « Edmond Fortier, un photographe de Bamako à l'aube du XX ème siècle » On y retrouvera aussi les articles de Martine Cuttier que nous publions sur le Mali, mais avec des photos en cou-



leur

Philippe David Président de l'Association, nous fait également découvrir un lieu de mémoire largement ignoré ou oublié, « l'Ecole du Parangon » à Joinville le Pont, Ecole «

pratique et utilitaire » d'enseignement colonial fondée par le Docteur Rousseau à la suite d'une communication qu'il avait faite au Congrès colonial de 1903 et qui a fonctionné jusqu'en 1914.

Association des anciens élèves de l'ENFOM

Cérémonie en souvenir de Pierre Messmer

Les sections Bretagne et Normandie organisent le 9 mai prochain une rencontre à Saint Gildas de Rhuys 56.730.

Les participants seront accueillis à 11h 30 sur le



parvis de l'Eglise par Mme Brousse, sœur de Pierre Messmer.

Tous renseignements peuvent être obtenus auprès de Jean-François Guerc'h Résidence du Bréno, 10 allée des Œillets 56.340 CARNAC Tel 02. 97.52. 86.72.

Institut du Pacifique

L' Institut du Pacifique qui possède maintenant son site a programmé pour le

mardi 22 avril à l'ENA, 2 avenue de l'Observatoire 75006 Paris à 17h 45 une Conférence de l'Amiral Daniel

Coldefy, Vice Président d' EADS sur « La conquête de l'espace dans la région Pacifique ».

www.institut-du-pacifique.org

Culture et solidarité

Séance exceptionnelle hors cycle, le mercredi 16 avril à 19h à la Mairie du XVI ème

71 avenue Henri -Martin 75116 Paris "La montée en puissance de la Chine" avec Bernard Dorin,

Ambassadeur de France.

Culture et Solidarité 7 rue Léonard de Vinci 75116 Paris

Disparitions

Pierre ANGELI

Pierre ANGELI, Conseiller d'Etat Honoraire, est décédé le 5 janvier 2008 à Fontainebleau. Né en 1921 à Saint-André-de-Cotone, petit village de Haute Corse d'où l'on embrasse la mer, il est resté toute sa vie partagé entre sa culture méditerranéenne et celle de la Polynésie française où il a servi par deux fois. Les deux îles ont salué avec émotion sa mémoire.

Dès sa préparation à l'ENFOM, puis durant sa scolarité, Pierre ANGELI se faisait remarquer par des qualités intellectuelles exceptionnelles et la facilité qu'il avait à passer des diplômes. Breveté de l'ENFOM en 1943, il était également, Licencié es lettres, Docteur en Droit, Diplômé de l'Ecole des langues Orientales.

Après un début de carrière au Sénégal où il fut chef de district de Kaolack, il passa le concours de l'ENA en 1950. A sa sortie, il fut successivement Sous-préfet de Neufchâteau puis de Cosne. Appelé à la Présidence de la République en 1959 par le Général de Gaulle, il entra ensuite au Conseil d'Etat et fut, pendant dix ans, Directeur de Cabinet des différents Ministres qui se succédèrent aux DOM-TOM. Il fut nommé en 1969 Gouverneur de la Polynésie française, poste qu'il occupa avec passion jusqu'en 1973.

Réintégré au Conseil d'Etat en 1974, il présida la Commission interministérielle pour l'aménagement et l'équipement de la Corse de 1979 à 81. Cas exceptionnel dans l'administration, mais preuve de sa réussite, il fut à nouveau détaché, mais cette fois en qualité de Haut Commissaire, en Polynésie française en 1986 et 1987.

Gai de caractère, enjoué par nature, Pierre ANGELI fut apprécié et aimé tout au long de sa carrière pour sa fidélité à ses amis et le sens aigu qu'il avait de la conciliation qui fit sa réussite dans ses différentes missions. Il fut également l'un des meilleurs spécialistes du droit d'outre-mer et du droit d'expression française.

Titulaire de nombreux ordres nationaux et étrangers, il était officier de la Légion d'honneur et Commandeur de l'ordre National du mérite.

Quai des plâtreries 77920 Samois-sur-Seine

Raymond Césaire

Jean Pierre HENNE

Ses parents l'ayant fait naître à Alexandrie, Jean-Pierre Henne avait déjà vocation à entreprendre une carrière ultramarine.

A la libération, après les épreuves de la guerre, il participe au grand élan de la jeunesse pour retrouver notre Empire et entre à l'ENFOM en 1947

Sa carrière, entièrement africaine, se déroule en Guinée, au Moyen-Congo au Cameroun et en Oubangui-Chari (aujourd'hui RCA) où il est reconnu comme un excellent magistrat ... et aussi un grand chasseur de fauves.

Il est aussi sensible au charme des « Isles » : aux Comores et à Maurice.

Enfin c'est en Ile de France, à Paris, qu'il termine sa carrière comme président de chambre à la Cour d'appel.

VIE DE L'ASSOCIATION

Sa hauteur de vue, son sens du bien public lui ont valu des rapports efficaces et cordiaux non seulement avec ses collègues, mais aussi ses camarades administrateurs, bien au-delà de quelques dissensions qui, il y a un demi-siècle avaient pu se produire dans certains territoires.

Dans l'exercice de ses fonctions, il avait eu l'honneur et la lourde charge de régler des dossiers les plus difficiles et aux implications multiples. Il s'était retiré avec sa collègue et épouse dans les hauts d'Evian, d'où il pouvait contempler le Léman et le Jura, dans la sérénité puis dans la souffrance, tourmenté et emporté par une maladie dévorante.

Il nous a quittés le 1^{er} février à 80 ans. Saluons notre cher ami.

765 Avenue du Léman 74.500 Neuvecelle

Jean Catherine

Réunion du réseau AMINTER

Une quinzaine de membres d'AROM ont participé la 29 janvier 2008 à un déjeuner organisé par J. Bourdillon au titre du « réseau AMINTER ». Cette réunion de plus de 50 personnes à laquelle participait également ARRI a été l'occasion de resserrer les liens avec les agents, ou anciens agents et amis étrangers du groupe Caisse des Dépôts intéressés par les problèmes internationaux et ceux des DOM-TOM.

Assemblée générale d' AROM du 24 mars 2008.

Le compte rendu de l'Assemblée générale d'AROM qui s'est tenue le 24 mars fait l'objet d'un tirage à part diffusé aux membres de l'Association en même temps que le présent bulletin.

Le Fonds documentaire d'AROM qui comprend plus d'une centaine d'articles, études, mémoires éparses et références de livres publiés à compte d'auteur, peut être consulté sur site www. arom-asso.com. Sa version papier pourra être fournie gratuitement sur simple message laissé au 01 56 21 18 62.

